

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 23 (1973)

Heft: 4

Buchbesprechung: Le Carnet B. Les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre
de 1914 [Jean-Jacques Becker]

Autor: Vuilleumier, Marc

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

(die sehr angesehen, aber wenig vermöglich war) und in einem kürzeren Exkurs mit der von der schwiegerelterlichen Familie dem jungen Ehepaar Marx mitgegebenen Haushalthilfe Helene Demuth.

Alles in allem eine «positivistische» Leistung im besten Sinne des Wortes, auf welche die Marx-Forschung immer wieder zurückgreifen wird.

Zürich

Peter Stadler

JEAN-JACQUES BECKER, *Le Carnet B. Les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914*. Paris, Klincksieck, 1973. In-8°, 226 p., ill. (Publications de l'Université de Paris X Nanterre. Série A: Thèses et travaux: n° 19).

Le fameux Carnet B a déjà fait couler beaucoup d'encre, sans pour autant perdre son caractère mystérieux. Aussi se réjouira-t-on qu'une étude systématique lui soit consacrée.

Le «Carnet» lui-même, tel qu'on le trouvait au ministère de l'Intérieur, n'existe plus: il a été brûlé en 1940 (continué après 1918, il aurait fourni trop d'indications aux Allemands). Les circulaires relatives à son élaboration n'ont pas été conservées à Paris. Aussi l'auteur a-t-il, préalablement à ses recherches, interrogé toutes les archives départementales. Si beaucoup d'entre elles n'ont rien conservé, d'autres possèdent encore quelques dossiers plus ou moins complets. C'est d'après ces restes (25% des quelque 2500 inscrits; 40% des 1500 Français) que l'auteur a conduit son enquête; malgré les lacunes de la documentation existante, on peut ainsi se faire une idée assez précise de la constitution du Carnet. Au début, en 1886, il s'agit de la surveillance des étrangers, qui sont tous inscrits par la gendarmerie sur un Carnet A, tandis que ceux d'entre eux que l'on suspecte d'espionnage le sont aussi sur un Carnet B; le premier est vite abandonné et oublié, tandis que le second continue à être tenu; un exemplaire en figurera bientôt dans les préfetures et les états-majors de corps d'armée, puis au ministère de l'Intérieur. Dès 1909, ce ne sont plus seulement les étrangers, mais tous les Français soupçonnés de saboter une éventuelle mobilisation qui y sont inscrits; à partir de 1911, les instructions prévoient, en cas de mobilisation générale, l'incarcération préventive des suspects et des mandats d'arrestation avec dates en blanc sont préparés. Les règles d'inscription, de mutation et de radiation sont progressivement codifiées.

Les inscrits (l'auteur remplace souvent leur nom par un prudent X...) sont principalement des syndicalistes révolutionnaires et des anarchistes; en règle générale, pas de socialistes; peu de marginaux; ce sont essentiellement des ouvriers, citoyens, solidement enracinés, socialement et professionnellement, souvent d'âge mûr. On est inscrit au Carnet B pour des présomptions beaucoup plus que pour des actes. Les critères varient d'ailleurs d'un endroit à l'autre, et naturellement, le fait de travailler en un lieu stratégique (arsenal...) incite l'autorité à plus de sévérité. Dès 1911, les nouvelles inscrip-

tions cessent presque complètement, ce qui traduit, selon l'auteur, l'affaiblissement du syndicalisme révolutionnaire avant la guerre de 1914.

Cette seconde partie du livre dont nous venons de dégager les grandes lignes est la plus intéressante; la première, au lieu de présenter brièvement ce qu'était l'antimilitarisme qui allait justifier les inscriptions au Carnet B, hésite sans cesse entre l'analyse historique du phénomène et le simple résumé des compilations policières qui lui sont consacrées; quant à la manière dont le personnel politique et administratif percevait cet antimilitarisme, l'auteur n'apporte, en vrac, que les premiers éléments d'une réponse qui reste à élaborer. Absence de méthode, manque de rigueur, sans doute; mais n'est-ce pas dû à l'incompatibilité des deux sujets qui figurent dans le titre de l'ouvrage? Ne fallait-il pas, pour traiter des pouvoirs publics et de l'antimilitarisme, déborder largement les limites de l'enquête sur le Carnet B?

Genève

Marc Vuilleumier

Vom Kaiserreich zur Weimarer Republik. Hg. von EBERHARD KOLB. Köln, Kiepenheuer & Witsch, 1972. 437 S. (Neue Wissenschaftliche Bibliothek, 49, Geschichte.)

Der militärische Zusammenbruch führte in Deutschland 1918 zur kurzlebigen parlamentarischen Monarchie und dann zur Republik. Für die einen brach eine Welt gesicherter obrigkeitstaatlicher Ordnung zusammen, die andern begrüßten den Umsturz, weil die Errichtung einer demokratischen Republik eine gerechtere politische und soziale Ordnung zu bringen schien oder sogar den ersten Schritt zur Weltrevolution bedeuten konnte. Jedenfalls schieden sich die Geister leidenschaftlich. Nun hat die aktuelle Diskussion in der Bundesrepublik Deutschland mit ihrem Links-Rechts-Schematismus die Jahre 1918/19 erneut ins Blickfeld der Forschung und der Publizistik gerückt. Dies hängt auch mit der Tendenz zusammen, bei der Frage nach dem Entstehen des Nationalsozialismus falsche Weichenstellungen in der deutschen Geschichte aufzudecken. Im Vordergrund steht dabei seit den frühen sechziger Jahren die Strukturschwäche der Weimarer Republik. Es ist zweifellos zu begrüßen, dass in der Form eines Readers, der bereits gedruckte Aufsätze oder Ausschnitte aus grösseren Werken zusammenträgt, die Übergangszeit am Ende des Ersten Weltkriegs von verschiedenen Seiten beleuchtet wird. Man darf aber angesichts der Heftigkeit der Diskussionen der letzten Jahre nicht erwarten, dass alle Beiträge aus der für einen Historiker nötigen Distanz geschrieben wurden. So verstellt das Engagiertsein in aktuelle Politik beispielsweise Peter von Oertzen und Helga Grebing den unvoreingenommenen Blick auf die Entstehung der ersten deutschen Republik.

Über die Parlamentarisierung der Monarchie äussern sich Udo Bernbach, Gerhard Ritter, Erich Matthias, Rudolf Morsey und Wolfgang Sauer. Die Frage dieses Verfassungswandels steht seit Jahren im Zentrum der Untersuchungen über das Weltkriegsende, während der Streit um den